

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Séance du 7 avril 2025

L'an deux mille vingt-cinq et le sept avril à dix-neuf heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Commune d'AUBENAS, légalement convoqué, s'est rassemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Jean-Yves MEYER, Maire.

Présents : MEYER Jean-Yves, LOYET André, GAILLARD Pascal, ROCHE Eliette, CIVIER Stéphane, NGUYEN Isabelle, DAUMAS Jacques, DURIEU Joël, TASTEVIN Marie-Françoise, HADDAD Catherine, BOUSCHON Max, SOUBEYRAND Jacky, BOYER Alain, ROGIER Monique, JEAN LEYNAUD Sylvie, VERMOREL Guillaume, GUIBERT Alexandra, PERRUSSET Benoît, CAUQUIL Alexandra, CONSTANZO André, DELAUCHE Henri

Excusés : FAURE Cécile donne procuration à ROCHE Eliette, SAUGET Elisabeth donne procuration à DAUMAS Jacques, VERNEDE Corinne donne procuration à TASTEVIN Marie-Françoise, LEYNAUD Michel donne procuration à LOYET André, MARRON Corentin donne procuration à BOUSCHON Max, AMRANI Hasiba donne procuration à SOUBEYRAND Jacky, TEYSSIER Nicolas donne procuration à HADDAD Catherine, JOLY Delphine donne procuration à JEAN LEYNAUD Sylvie, ARMAND Michel donne procuration à BOYER Alain, ROUX Patricia donne procuration à PERRUSSET Benoît, SIMON Cloé donne procuration à GUIBERT Alexandra

Absent : KAPPEL Roger

Secrétaire de séance : Alain BOYER

Date de la convocation :

Délibération n°2025-053

31 mars 2025

**OBJET : Budget annexe Eau – admission en non-valeur des créances irrécouvrables
- Exercice 2025**

Transmis au
représentant de l'Etat le : 10 AVR. 2025
Affiché le :
Notifié le : 10 AVR. 2025

Vu le code général des collectivités territoriales notamment l'article L 1612-11,
Vu l'instruction budgétaire et comptable M49,
Vu le budget primitif 2025 du Budget annexe de l'eau,

Considérant que suite à la transmission par la Trésorerie de la liste n° 6684340131 de créances admises en non valeurs pour un montant de 11 520,95 € TTC et de la liste n° 7075550931 de créances éteintes pour un montant de 35,80 € TTC

Considérant que, pour mémoire :

- Les admissions en non-valeur, créances pour lesquelles aucun recouvrement n'a pu être obtenu (montant inférieur à un seuil de poursuites, combinaison infructueuse d'actes). Il est précisé que l'admission en non-valeur n'exclut nullement un recouvrement ultérieur, si le redevable revenait à une situation permettant le recouvrement.
- Les créances éteintes concernent des créances pour lesquelles aucune action en recouvrement n'est possible. Elles relèvent du traitement des dossiers de surendettement et de liquidations judiciaires.

Monsieur Le Maire propose au Conseil Municipal de se prononcer favorablement sur **l'admission en non-valeur** des recettes suivantes :

N° liste	Montant € TTC	Année	Motif d'irrecouvrable
6684340131	11 520,95	2018-2021	NPAI, demande renseignements négatives, dossier de succession vacante négatif

La dépense de 11 520.95 € TTC sera imputée à l'article 6541 : créances admises en non-valeur.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de se prononcer favorablement sur la prescription des **créances éteintes** suivantes :


N° liste	Montant € TTC	Année	Motif d'irrecouvrable
7075550931	35.80	2020	Clôture pour insuffisance d'actif

La dépense de 35,80 € TTC sera imputée à l'article 6542 : créances éteintes.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité:

- **Vote** favorablement la liste des admissions en non-valeur de ces créances.
- **Indique** que la dépense de 11 520,95 € TTC sera imputée à l'article 6541 : créances admises en non-valeur.
- **Vote** favorablement la liste des créances éteintes.
- **Indique** que la dépense de 35,80 TTC sera imputée à l'article 6542 : créances éteintes

Extrait certifié conforme,

Jean-Yves MEYER Maire		Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Informe que la présente peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de LYON dans un délai de deux mois à compter de la notification et/ou de l'affichage de la présente soit par courrier, soit par voie dématérialisée (www.telerecours.fr)
--------------------------	---	---